

## **Arrêté du gouvernement n° 1867 du 13 juillet 1989 fixant la périodicité des vérifications des installations électriques**

*Historique :*

*Cré(e) par : Arrêté n° 1867 du 13 juillet 1989 fixant la périodicité des JONC du 13 septembre 1989 p 2067  
vérifications des installations électriques*

*NB : Texte adopté en application de la délibération n° 51/CP du 10 mai 1989 relative aux mesures particulières de protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.*

### **Article 1**

Pour l'application du paragraphe premier de l'article 53 de la délibération relative aux mesures particulières de protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les locaux ou emplacements de travail des établissements assujettis sont classés en deux groupes.

Premier groupe

1° Locaux et emplacements de travail où existent des risques de dégradation, d'incendie ou d'explosion visés aux articles 8 ( § 2), 43 et 44 de la délibération suscitée.

2° Chantiers comportant des installations provisoires ou emplacements de travail à l'extérieur et à découvert.

3° Locaux et emplacements de travail dans lesquelles il existe des installations des domaines BTB, HTA ou HTB, telles qu'elles sont définies à l'article 3 de la délibération suscitée.

4° Locaux et emplacements du travail non isolants où sont utilisés des matières amovibles.

Deuxième groupe

Tous autres locaux et emplacements de travail des établissements assujettis à la délibération suscitée.

### **Article 2**

La périodicité des vérifications des installation électrique des locaux visés à l'article premier du présent arrêté est fixée comme suit :

Locaux du premier groupe : un an ;

Locaux du deuxième groupe : trois ans.

### **Article 3**

Le point de départ de la périodicité visée à l'article 2 est la date de vérification initiale effectuée en application du paragraphe premier de l'article 53 de la délibération suscitée ou, à défaut de vérification initiale, la date de base de l'entrée en vigueur des dispositions de cette même délibération.

Les installations qui, à la date de publication du présent arrêté, n'auront pas fait l'objet d'une vérification devront en faire l'objet dans un délai de six mois.

#### **Article 4**

Le présent arrêté ne dispense pas les chefs d'établissement des vérifications qui leur sont imposées par la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.